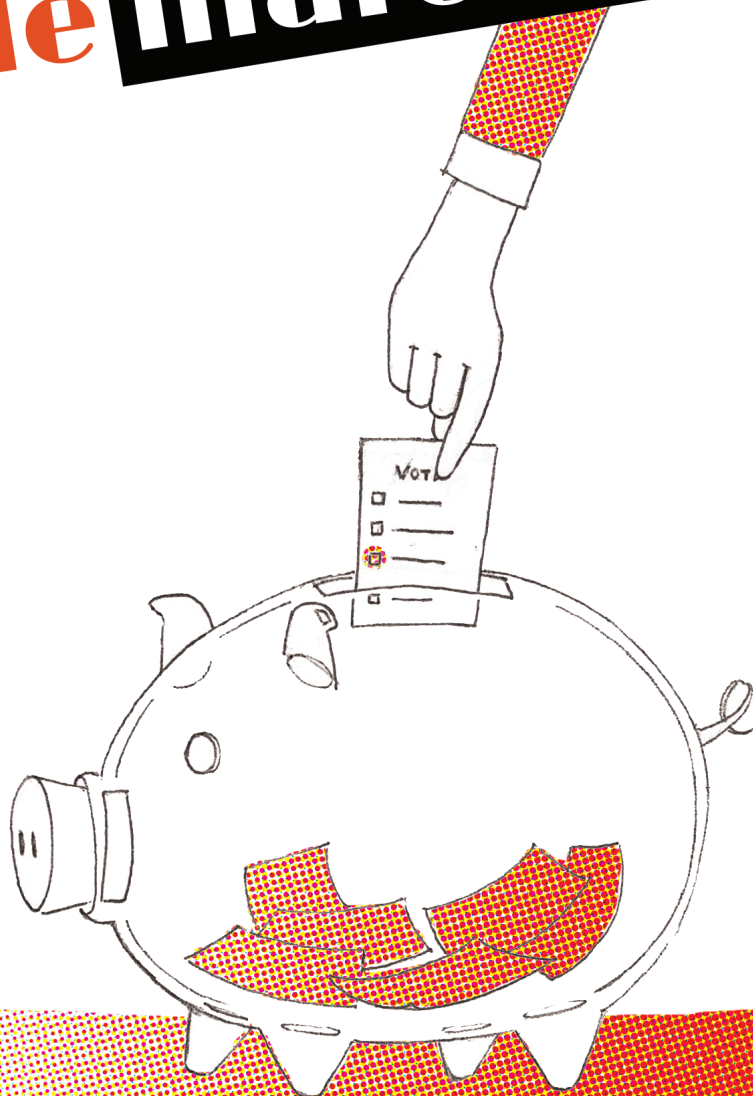


Vive la démocratie de **marché!**



Ils sont beaux, frais, et pas chers : qui veut mes représentants ? *



Sebleouf, Panneaux électoraux pour les élections européennes, Lyon - 2019 - wikimedia

« La démocratie a été happée par le principe de représentation, elle n'est pensée que par lui, elle en est devenue prisonnière. Elle a également été engloutie par le marché qui lui impose ses lois, comme le montre jusqu'à la caricature l'actualité. Pourtant, (...) l'idée démocratique vit. »

(Dominique Rousseau)

Ça fait tout de même longtemps que nous sommes averti·e·s : ne pas laisser les marchands s'emparer du temple ! En leur concédant les clés, n'avons-nous pas hypothéqué l'éthique politique à l'ouverture d'une ligne de crédit ? N'avons-nous pas monnayé, bradé, soldé les valeurs qui rassemblent, autorisent et construisent un projet **démocratique** ? C'est en effet jusqu'à la vie et ses communs essentiels que nous avons placés en hypothèque. Le jeu serait libre, la concurrence serait parfaite, le ruissellement du bénéfice ne saurait tarder. Sauf que.

* Important ! Pour l'apparat critique, se reporter à la version longue publiée sur cnapd.be. On y trouve aussi des développements, des encadrés avec exemples, références et interprétations.

Sur le constat, peu de dispute. Un économiste, plutôt acteur d'une politique renommée néolibérale jusqu'aux graves conséquences de la crise financière de 2008, M. B. Colmant constate en 2019 à quel point *« la prédominance de la sphère marchande a été amplifiée par la mondialisation et la digitalisation. En 40 ans, à la suite de la révolution néolibérale des années 1980's, le capitalisme anglo-saxon, en expansion exponentielle et hors de contrôle s'est engouffré dans nos communautés européennes. »*

Cette *« idéologie désormais dominante »* subordonne le facteur travail au facteur capital. Ce renversement majeur place l'humain sous le chiffre. L'économie n'est plus conçue pour rencontrer les enjeux de l'intérêt général. Aujourd'hui, nous dit le consultant le plus médiatique de Belgique, cette idéologie qui a largement réalisé *« un nouvel ordre capitaliste »*, *« emporte probablement sa propre violence »*.

La démocratie ? La dictature du marché parfait.

Après la guerre, jusqu'aux crises économiques des années 1970's, le modèle keynésien a largement dominé. Cette période est l'exception dans l'histoire du capitalisme. Le pouvoir politique intervient, planifie et régule en matière économique, selon les mécanismes synthétisés par l'économiste libéral anglais M. J.- M. Keynes. L'État-providence organise la redistribution de la richesse collective créée et assume l'enjeu commun de la sécurité sociale. **Social-libéral**, il n'est pas l'idéal **démocratique** : fort et bureaucratique, il permet aussi de conserver l'ordre social.

Parce qu'il est parfois perçu comme **autoritaire** et dispendieux, menant droit à la servitude **totalitaire** selon M. F. Hayek, d'autres doctrines sont construites. Notamment en vue de réaffirmer le **libéralisme** comme pilote politique de la société. Leurs théoriciens les plus influents ont coordonné leurs plaidoyers dans le cadre de la Société du Mont-Pèlerin à partir de 1947. Dans le contexte des crises multiples des années '70, les États keynésiens sont affaiblis par la dette et soumis à l'austérité : l'opportunité de changer de paradigme !

Leurs recettes pour résoudre globalement l'équation de politique économique constituent un cocktail qu'il

est désormais convenu d'appeler **néo-libéral**. Elles mélangent les théories du **monétarisme** de l'école de Chicago, de l'**ordolibéralisme** qui triomphe en Allemagne et plusieurs éléments classiques plutôt **libertariens** de l'école autrichienne. Cette idéologie complexe se diffuse progressivement dans les écoles économiques et les centres de pouvoir, depuis les centres anglo-saxons vers les périphéries. Elle influence décisivement les institutions internationales qui visent à donner des règles à l'économie-monde. Ces idées transforment la réalité. Parfois par la violence, comme au Chili à partir de 1973. Malgré la lutte sociale et dans un relatif confort matériel, comme en Belgique. Ou dans l'arbitraire, comme en Russie ou en Allemagne de l'est, à partir de 1991. Elles construisent progressivement la norme internationale qui aime s'afficher sous la bannière de la « **démocratie libérale**. »

Au nom de la **liberté** ? Pour qu'il soit **parfait**, et donc performant, c'est le marché qui doit être libre. La stratégie est séduisante : il s'agit d'atomiser la volition politique*, donc collective, pour affaiblir la régulation et satisfaire les désirs infinis du·de la consommateur·rice client·e, l'individu fluide et flexible. En 1938, un militant avait d'ailleurs suggé-

** La volition, c'est-à-dire les volontés concertées, délibérées et posées en un acte politique.

ré d'appeler **individualisme** ce renouvellement de la doctrine libérale. Ce qui aurait eu pour vertu principale de signifier par les mots que **libéralisme économique** et **démocratie** ont des fondements parfaitement paradoxaux. En effet, le **démos** est le corps politique d'une cité, soit l'ensemble des citoyen·ne·s qui constitue le pouvoir souverain d'un État. L'individu est la plus petite unité statistique comptable. Le **démos** se définit, vit sur un territoire délimité. Le·la client·e, ellui, évolue là où le marché le porte, iel doit franchir les limites.

Ce modèle préconise en substance que le gouvernement des humains soit uniquement l'**intérêt individuel privé** et l'affirmation du moi. Cet **économisme**, qui aime à revêtir les atours de la science exacte, efface toute possibilité d'un projet **politique** autonome qui n'entretrait pas dans les clous hétéronomes des critères économiques consignés dans des traités supranationaux d'une grande technicité juridique et bureaucratique. Le pouvoir politique est déshabillé. Le roi est nu. Ce modèle devient hégémonique après l'effondrement du modèle concurrent, lors de la chute de l'URSS, en 1991.

Au nom de l'**efficacité** des échanges, les lois sociales, fiscales et environnementales sont nivelées par la mise en concurrence des droits nationaux. Les garanties de sécurité humaine

gagnées de haute lutte sont affaiblies pour rendre **les marchés fluides** et **performants** : capitaux, marchandises, services et travailleur·se·s flexibles sont mis en compétition. La division du travail est désormais internationalisée ce qui affaiblit les droits sociaux marchandés par la concurrence. La vie des travailleuses et des travailleurs de l'économie-monde est jaugée, réduite et soumise à la seule fluctuation mercantile de l'offre et de la demande, présentée comme une loi indépasseable de la nature. Prétendument **égaux en chances** dans la fragilité et la précarité.

Brader et solder la vie politique !

Dans ce cadre autoritaire et mécanique, les élections de représentant·e·s nationaux apparaissent constituer un bien faible contrepoids. La mission d'un gouvernement élu est réduite à la **gestion de l'État** de manière conforme aux critères bétonnés ailleurs, dans les traités à valeur **supranationale**, hors de portée de la volition **démocratique**. Les conflits sont de plus en plus **arbitrés** hors du territoire. Petit à petit, les personnels politiques mandatés aux manettes des États par l'élection ont réalisé docilement l'affaiblissement de la souveraineté de l'État qu'ils dirigeaient. Tu parles d'un projet ! Les identités idéologiques et les programmes économiques des partis en concurrence



électorale tendent à l'uniformisation. L'apparence de la pluralité permet de masquer la résignation politique à la subordination économiste.

Epuisement écologique des êtres et des ressources, violence, pauvreté, solitude ? Les conséquences graves de l'exploitation intensive des humains et du domaine commun par le capitalisme libéral ont été longtemps considérées comme de négligeables **externalités**. Elles étaient pourtant prévisibles, souvent prévues et leur traitement délibérément différé. Il était nécessaire d'associer les populations aux pertes et profits : le sursalaire de la consommation matérielle par exemple. Dans cette conception de la vie, les marchés privatisent les gains et les **mérites** tandis que les pertes, les échecs et les saccages sont abandonnés aux collectivités. La norme socialise l'externalité coûteuse et non-profitable. Comme un simple

dégât collatéral de la nécessaire croissance. La publicité, bras naturel de la politique de l'offre sur le terrain de la communication, naturalise les valeurs utiles. Jouissance contre obéissance ?

Dans leur intérêt privé, les minorités bénéficiaires de cette dérégulation globale, cherchent forcément à circonscrire le potentiel de changement de la **démocratie**. En effet, dans l'intérêt commun général, elle conduirait sans doute à réguler les forces anomiques **du marché**. Elle contraindrait par des choix sociaux la théorique perfection spontanée des activités et des flux économiques.

En 2021, la **démocratie représentative** apparaît à beaucoup comme un label flatteur et vendeur. La vitrine est brisée comme le climat. La **démocratie** a pâti de sa dénaturation et de son instrumentalisation. Elle ne parvient plus à

symboliser et réaliser son vrai potentiel d'amélioration sociale. Des épouvantails paralysent : protectionnismes, replis identitaires, nationalismes, extrémismes, démagogie. Surtout, notre confort, et la peur de le perdre, anésthésient la pensée critique et la volition politique. Seule la fonction répressive de l'État n'est pas bradée.

Bien sûr, le mot demeure, incontournable source de légitimité du pouvoir. Une vision apolitique et minimaliste de la **démocratie** se professe. On fait la guerre en son nom ! Cette représentation majoritaire dans le monde est présentée comme le garde-fou, sans alternative possible, contre tous les

excès qu'engendrerait inévitablement quelque projet politique décidé en concertation par la concertation du nombre, en majorité. Les **peuples** ne sont-ils pas labellisés d'incompétence, construits incapables et irresponsables ? Pour cause, ce repoussoir légitime la confiscation de tous les leviers de pouvoirs par une élite qui se joue aisément des frontières, une oligarchie déterritorialisée **libérale-démocratique**. Le **capitalisme néolibéral globalisé** aurait donc phagocyté, édulcoré et digéré la **démocratie**. En la faisant marchande, il l'a rendue inoffensive.



Les États au régime et l'ogre du marché global.

La **mondialisation** guidée par l'idéologie **néolibérale** aurait dû être heureuse. Telle que la prédisaient un paquet d'économistes enthousiastes. Plus de frontière, pas de limite, la **liberté** ! Le rêve est entretenu. Toutefois, sous le prétexte de **démocratisation**, dès avant la chute du contre-modèle soviétique, c'est une diète **libérale** draconienne qui a été prescrite au monde sous la forme synthétisée en 1991 du consensus de Washington. La priorité fut de réaliser la dérégulation des **marchés**, leur libération selon les convaincus. Tout devient **marché**. Jusqu'à la dette souveraine et le marché de la finance qui fait des États des (presque) simples consommateurs en concurrence. La notice bureaucratique n'a pas de fin : une inflation de textes juridiques pour lever les **entraves** normatives étatiques qui gêneraient l'initiative et les investissements privés. Celles-ci semblaient pourtant fort utiles lorsqu'il s'agissait de placer les sociétés humaines et leurs environnements au cœur des préoccupations politiques. Illusion ! Progressivement privés des outils d'une politique économique et accablés d'une dette publique utilisée comme une arme, les États dégustent l'austérité. Le remède a affaibli le malade : ce sont les peuples qui trinquent et subissent leur mise en concurrence. Les États, toujours plus nombreux à être étiquetés **démocratiques**, en sont l'instrument et la dépouille. Les frontières nationales sont-elles encore le cadre de communautés politiques souveraines en mesure de penser un projet politique et d'échanger ? En 2020, elles sont diluées dans un maëlstrom qui paraît sans foi, ni loi. Aubaine, prophétie autoréalisatrice, les grandes entreprises transnationales sont bien plus à même de mettre sous pression les chaînes de valeur globalisées : elles investissent chez qui met au rabais ses droits du travail ou de l'environnement.

« Le libre échange rend libres et égaux ! »

Contre et mieux que la *démocratie* qui a conduit à l'expérience totalitaire, le *libre-échange* promettait une *démocratie de marché*, mondiale, confortable, jouissive, sous la houlette des cadres et des sachems-sachants. Hors du temps politique et déterritorialisés, nous ne sommes plus connectés ni à l'histoire ni à la géographie. Nous sommes également dans le registre de l'utopie. Au cours des 19^{ième} et 20^{ième} siècles, c'est à la canonnière de la dette et de la poudre qu'elle s'est imposée aux populations. La *liberté des marchés* s'accommode donc aisément de l'*autoritarisme* politique. Avenant avec les politiques de Mme Thatcher en Grande-Bretagne et la direction de M. Reagan aux USA, M. Hayek se voulait clair quand il disait préférer un « *dictateur libéral* » à un gouvernement démocratique. La démocratie, déclassée représentative, réduite à une expression compétitive, est donc le produit de cette marchandisation brutale du vivant. Le Président de la Commission européenne avalise le constat, autoritaire, lorsqu'il déclare en 2015, « *qu'il ne peut y avoir de choix démocratique contre les Traités européens* ». La messe serait-elle dite ? Selon le grand prêtre de la finance américaine, président de la réserve fédérale étasunienne de 1987 à 2006, « *grâce à la mondialisation, les politiques publiques américaines ont été largement remplacées par les forces globales des marchés. En dehors des questions de sécurité nationale, l'identité du prochain président n'importe presque plus* ».

Solder la démocratie. Strass, paillettes et gourdins !

« Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez. »

(Hannah Arendt)

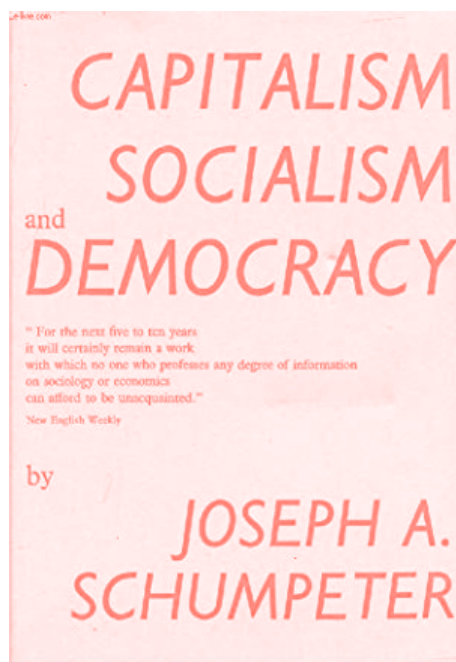
La pensée critique a étudié depuis longtemps ce qui reste difficile à exprimer publiquement : tout en se revendiquant de la **démocratie**, des systèmes politiques ont entretenu des hiérarchies sociales déterminées par la possession, l'exploitation et la domination. En même temps, les sociétés sous vernis **démocratique** construisent leur sentiment d'appartenance sur l'idée qu'elles sont modernes, généreuses et pacifiques. Garantes de la **civilisation**, de **liberté** et d'**égalité**. Pour obtenir leur consentement, ceux qui les gouvernent doivent entretenir l'image. La fabriquer, la raconter plus ou moins sincèrement. La communication politique est stratégique pour le pouvoir : il s'agit de gagner l'enjeu de l'imaginaire symbolique.

Au 21^{ème} siècle, la technologie médiatique a profondément changé son statut : l'accès à l'information est libéralisé, massifié et individualisé. Jamais n'avons-nous été autant soumis-es au **divertissement**, ce que le philosophe

M. Blaise Pascal identifiait comme le détournement des choses essentielles. Ce spectacle permanent façonne une représentation de la réalité et l'importe jusque dans l'intimité de chaque être. Il permet de séduire un public d'électeur·rice·s, marchandise atomisée derrière des millions d'écrans. Qui guigne les leviers de pouvoir se voit contraint·e à se plier aux règles du commerce concurrentiel : courir frénétiquement derrière les choix fabriqués du consommateur électoral type qui produit, malgré tout, sa légitimité.

D'où vient le vent chez l'électeur·rice ? C'est là qu'interviennent avec efficacité les techniques commerciales de prospection offertes par les commerçants. Contre rémunération. La philosophe Mme A. Rouvroy a récemment étudié les développements de cette communication politique qui emprunte largement au marketing, une discipline qui cherche à doper la vente. Des entreprises transnationales ont développé une **expertise** tarifée dans la collecte et le traitement des données individuelles. Sur un marché oligopolistique, elles sont parvenues à imposer leurs codes. Cela permettrait de cerner **les attentes** du citoyen et d'élaborer sur mesure des propositions pour les satisfaire. Ces outils sont donc des **sismographes** qui permettent de réagir dans le sens des signaux numériques et d'**optimiser** les

campagnes électorales. Le **meeting** politique revêt maintenant l'apparence d'une foire commerciale, des arènes pour placer et vendre la marque de son produit compétitif sur le **marché électoral**. Le sondage, avec une méthodologie qui se vend scientifique, impose en **direct** une représentation volatile et guide l'adaptation gesticulante des propositions politiciennes aux signaux incessamment collectés et évalués.



La colonisation médiatique des élites commerciales ?

Dans le cadre des Traités de l'Union européenne, la presse est soumise aux règles concurrentielles « du marché ». L'info ? Une marchandise comme une autre. Des groupes privés médiatiques se sont construits sur le modèle de la concentration capitaliste dont le moteur est le profit et les recettes sont commerciales. Objectifs ? Optimisation des ventes et réduction des coûts. Mais une presse indépendante qui prend le temps de l'enquête critique, du reportage, du recoupement, de la contextualisation ne saurait être rentable dans cet environnement légal compétitif. Les cures d'austérité budgétaire ont asséché le terreau de la presse indépendante en mesure de construire une information de qualité. Pourtant, le *marché parfait* suppose une information *parfaite* à disposition du consommateur. Le *marché politique* est-il bien informé ? Contradiction fondamentale qui affaiblit structurellement la *démocratie* : l'élément nécessaire, le quatrième pouvoir, est flingué par le cadre réglementaire strict. Soumis à des impératifs semblables, dans la foulée, les groupes publics trottinent puis galopent derrière la tendance.

Le pape du vocabulaire commercial de la démocratie.

Célébré, M. Joseph Schumpeter est très référencé par des idéologues qui cherchent à conserver le statu quo qui permet de ne laisser presque aucune prise à la décision démocratique. La **démocratie** n'est selon lui qu'un mode de **gouvernance** qui fonctionne à la manière d'un **marché concurrentiel** des candidatures aux magistratures. Une forme fixe, un instrument institutionnel, un outil mécanique. Pas de **démocratie** au-delà de la compétition électorale ! Il choisit d'ignorer l'aspect éthique du forum des **citoyen-ne-s** qui sont constamment en confrontation et dialogue pour faire advenir la décision politique. Au diable les idées en débat ! Pas trop de contrôle des élu-e-s non plus. Prétendant fonder une nouvelle **théorie de la démocratie**, l'économiste est finalement plus libéral-orthodoxe sur ce coup-là : il s'ingénie à vider la notion de sa substance, de sa symbolique, de ses valeurs pour la réduire à une méthode, au **faire et laissez-faire**, à l'**efficacité**, la **concurrence** et la **compétition**. Son illusion démocratique est construite pour voir triompher l'**entrepreneur politique**, figure héroïque !

Aujourd'hui, l'**entrepreneur** politique peut percer s'il flatte, séduit et satisfait une perception majoritaire. L'illusion de la **démocratie** mercantile est de faire croire que le choix des personnes est privilégié tandis qu'elles sont réduites à une unité comptable, l'**individu**. Le citoyen réduit **consommateur** ne pense pas. Il est confortablement satisfait par l'analyse marketing qui le traque et façonne son choix volatilisé. L'espace politique est donc colonisé par le marketing et ses valeurs d'avidité. « **Greed is good !** » Des logiciels organisent la masse des consommateur-riche-s individualisé-e-s, isolé-e-s, atomisé-e-s. Dépolitisé-e-s. La masse devient ainsi prévisible, gérable, orientable. M. J. El-

lul avait tôt repéré qu'en transférant ce qui lui est sacré sur la technologie, l'être humain vénère la cause de son aliénation. La société industrielle du divertissement et du spectacle assurerait à chacun-e l'amour de sa propre servitude, avertissait M. A. Huxley.

Ces codes communicationnels constituent la norme : tous un^{***}. Il est devenu inadapté de chercher à convaincre des vertus d'un projet politique avec des arguments raisonnés dans des débats contradictoires riches, complexes et constructifs. Inefficace. Or, le projet politique, diamétralement à l'inverse

*** Volonté d'inclusion ! La forme respecte la conceptualisation de M. E. de la Boétie, 16^{ième} siècle.

de la démagogie, a pour vocation de penser la réalité existante. Il cherche à la transformer vers un possible souhaitable par et pour le commun. Cette façon contemporaine de considérer le projet sociétal sous le prisme libéral technologique de l'analyse quantitative se révèle donc « **extrêmement conservatrice** ». Elle conserve les états de fait et les rapports de force. Elle frelate le sens de la polis, cet espace symbolique territorialisé où les citoyen·ne·s construisent un destin commun. Elle dénature le **politique**, lui retire sa capacité d'action et avalise l'existant. Au nom de la concurrence, elle parvient même de plusieurs façons juridiques jusqu'à mettre l'initiative politique hors-la-loi. Toute transformation sociale est hors d'atteinte !

Le personnel politicien acquis ou assujetti à la configuration néolibérale cherche à dissimuler la pertinence de la critique sociale et à éliminer tout antagonisme du champ politique. Pour coller à l'utopie, il déploie l'air de rien sa propre violence sémantique sous le vernis de la positivité, de la jouissance, du jeu, des vertus hédonistes de la consommation. Il sature l'imaginaire de relativisme absolu : le conflit n'existe pas car il n'apparaît pas. Il fait régner le sentiment illusoire de l'unanimité jouissive. S'il n'y a pas de conflit légitime, alors aucun projet politique n'est nécessaire. « **No alternative et fin de l'histoire** » ?



The Matrix Reloaded, Les Wachowski,
Warner Bros (2003)
(Capture)

« Je ne suis pas pessimiste, mais la situation est effectivement grave. Les gens veulent ce mode de consommation, ce type de vie, ils veulent passer tant d'heures par jour devant la télé et jouer sur les ordinateurs familiaux. Il y a là autre chose qu'une simple "manipulation" par le système et les industries qui en profitent. Il y a un énorme mouvement — glissement — où tout se tient : les gens se dépolitisent, se privatisent, se tournent vers leur petite sphère "privée" — et le système leur en fournit les moyens. Et ce qu'ils y trouvent, dans cette sphère "privée", les détourne encore plus de la responsabilité et de la participation politique. »

(Cornélius Castoriadis)

Mme H. Arendt théorisait déjà à quel point le mensonge pouvait être l'outil essentiel tant du démagogue que de l'homme d'État. La liberté d'opinion – magnifique ! – ne serait pour elle qu'une farce si l'information qui permet de construire cette opinion est elle-même frelatée et empêche de fonder les faits. Elle avertissait du risque advenu de désinformation. Le prétendu **libre choix** du·de la consommateur·rice médiatique bombardé des propositions séduisantes le conduit tout droit, aveugle jouissif, au consentement panurgique. Il est remarquable de constater que beaucoup de grands holdings financiers intègrent de plus en plus dans leurs conglomérats des groupes médiatiques et les concentrent horizontalement. La **démocratie représentative**, encadrée par la surinformation commerciale et l'expertise technocratique, ne constituerait plus une menace pour les partisans·e·s de l'ordre inégalitaire établi.

Dans cet état de gouvernement préoccupé de gouvernance, tout apparaît volatil, liquide, obsolète. Depuis 40 ans, le pouvoir exécutif, à la façon d'une entreprise commerciale, cumule les prérogatives, outrepassa et décrédibilise les fondamentaux **démocratiques**. Quand il ne se préoccupe que de réagir aux influx du réel, il n'est pas loin de la réaction. Et la magistrate belge Mme E. Cadelli de parler de **fascisme** pour caractériser le système vers lequel tend le **pilote néolibéral** du capitalisme du 21^{ème} siècle. M. le Chevalier De Codd,

alors premier président de la Cour de cassation, plus haute instance judiciaire du pays, est allé jusqu'à parler « **d'État-voyou** » lorsque les réformes s'accumulaient au prétexte émotionnellement fort de gérer la crise du terrorisme. On voit donc, avec ces témoins qui occupent pourtant des fonctions institutionnelles de haut rang, que la société de contrôle s'accommode fort bien de la **démocratie de marché** : elle advient en son cœur !

L'esprit critique du·de la citoyen·ne, pourtant célébré dans le marbre, est rendu caduc dans la même donne. L'esprit conformiste du·de la consommateur·rice est flatté, il uniformise, arase, aplanit la pluralité politique, réduit la complexité humaine à la simplicité dite rationnelle de l'**homo œconomicus** atomisé dans la masse. Tous un****. Tous tout seuls. Le conformisme serait-il devenu une nouvelle forme de totalitarisme comme le craignait M. J. Ellul ? À l'analyse, partielle mais étayée, les élections paraissent bien être un jeu de dupe et de publicité. Et si les abstentionnistes étaient finalement parfois de plus vrais **démocrates** ?

**** Volonté d'inclusion ! La forme respecte la conceptualisation de M. E. de la Boétie, 16^{ème} siècle.

Agir ? La démocratie, c'est le chemin !

**« La démocratie du fait qu'elle n'a jamais été complètement réalisée, a toujours été et est encore une doctrine révolutionnaire en puissance. »
(Robert Dahl)**

Le capitalisme néolibéral globalisé, a confisqué le concept cardinal de liberté. Il a dilué largement la possibilité de la démocratie jusqu'à son attrait même. Il l'aurait absorbée définitivement. Jusqu'à son nom. Cette illusion est puissamment construite et diffuse, si bien que les populations peuvent percevoir tout approfondissement démocratique comme une menace à leur bien-être.

Pourtant, ce possible non désirable actualisé a été réalisé, progressivement, au départ d'une idéologie, d'un système d'idées et rapports au monde qui se construit une certaine cohérence. Les idées sont devenues concrètes quand elles ont influencé et pénétré les lois qui régissent les rapports entre les êtres humains des États et du monde. Elles sont devenues l'habitus de milliards de

personnes.

Ce qui a tissé la loi peut donc être dé-tissé. Et retissé selon d'autres idées.

La démocratie, pourtant, ne se brade pas et n'est pas rentable. Comme le marché parfait, la démocratie est une utopie. Quelles sont les promesses inaccessibles de l'un ou de l'autre ? Quelle utopie serait la plus humanisante ? Le monde promis n'est pas encore advenu, le monde ancien est progressivement euthanasié, et la réalité devient monstrueuse dans ce flou clair-obscur, dirait M. E. Gramsci. La démocratie, sincère et profonde, serait donc la solution et non la cause. La démocratie n'a jamais existé, conclut M. Robert Dahl au terme de sa longue carrière universitaire. Elle peut demeurer une utopie créatrice. Elle peut aussi être le chemin pratique.

Le virus fait son marché. La médecine publique trinque !

Durant le confinement sanitaire organisé pour protéger un tiers de l'humanité d'une contamination par la Covid-19, M. F. Lordon a écrit un texte crucial pour identifier les responsabilités politiques des insuffisances de la gestion néolibérale en matière de prophylaxie épidémiologique des coronavirus. Il s'appuie sur les critiques sévères qu'adresse le docteur M. Bruno Canard, chercheur au Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), qui regrette la gestion managériale en vigueur depuis le début des années 2000. « *Mieux vaut rester sous le robinet à finances des sujets porteurs* », écrivait-il en 2014. Les budgets toujours plus resserrés au motif des recettes du marché qui font vivre ce qui est « rentable », pour ne pas écrire « profitable ». La menace de cette famille de virus – un fait scientifique – ne se traduisait pas par des signaux repérables par les « *évaluations continuées (donc à court terme) efficaces orientées résultats et benchmarking* ». En bonne conséquence néolibérale, elle n'était dès lors pas jugée « *factuelle* » et digne de la recherche nationale. Le propre de la recherche fondamentale, profondément démocratique parce qu'axée sur l'indépendance garantie par le public, le projet à long terme et l'intérêt général, devrait être d'échapper aux injonctions dites « *rationnelles* » du jugement dernier du marché. Celles-ci lui disaient de mettre le virus au frigo tandis que son intuition scientifique le conduisait à vouloir étudier ces pathogènes, pour les circonscrire et les combattre. Vingt ans plus tard, le déficit d'intelligence se paie cher. Et l'humanité mondialisée constate béate la démolition systématique du projet scientifique encadré par l'État. La médecine de « *guerre* » - élément de langage médiatique remarquablement commun à la gestion des crises dites du terrorisme et du coronavirus -, est une médecine de l'urgence. Et l'état d'urgence permet de renverser le stigmate : les gouvernements seraient la réponse à la peur, l'acteur du salut. Les faits les dénoncent pourtant comme responsables...

* Frédéric Lordon, Coronakrash, 11 mars 2020.
(URL : <https://blog.mondediplo.net/coronakrash>)

Avec le soutien de :
La région Bruxelles-Capitale



La Direction equals.brussels
equal.brussels
égalité des chances

La Fédération
Wallonie-Bruxelles



La COCOF



Éditrice responsable :
Mathilde Guillaume
presidence@cnapd.be

CNAPD - Chaussée de
Haecht, 51 - 1210 Bruxelles
Tél : 02 640 52 62
info@cnapd.be

**Comité de rédaction
et de recherches :**
Coralie Mampaey,
Samuel Legros
et Thibault Zaleski

Conception graphique :
Judith Saintes